

CEVIPOF



CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

4^{ème} vague – Février 2007

LES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES DES FRANÇAIS À DEUX MOIS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ET LEURS EFFETS POLITIQUES

Elisabeth Dupoirier, Bruno Palier

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 s'est déroulé en quatre vagues de mars 2006 à février 2007, réalisées par l'IFOP.

Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

**Les préoccupations sociales des Français à deux mois de l'élection présidentielle
et leurs effets politiques**

Elisabeth Dupoirier, Bruno Palier

Le Baromètre Politique Français a consacré le sujet d'actualité de sa quatrième et dernière vague de février 2007¹ à l'évaluation des préoccupations des Français concernant leur situation sociale et à l'analyse des incidences de ces préoccupations sur leurs attentes à l'égard de l'élection présidentielle et des candidats.

1. Apaisement du pessimisme concernant la situation de la France mais inquiétude persistante des Français concernant leur avenir personnel.

Depuis la première vague du baromètre, au printemps 2006, le niveau de pessimisme concernant la situation économique et sociale de la France s'est atténué. 47% des Français percevaient alors une tendance à l'augmentation du chômage au niveau national, ils ne sont plus que 38% en février 2007. Certes, l'emploi national demeure à six semaines du premier tour de l'élection présidentielle le problème qui focalise le plus les préoccupations des Français concernant la situation du pays, mais il est moins souvent cité qu'en mars 2006 : 31% au lieu de 38% dans la vague 1 du BPF. La forte tendance au « déclinisme » observée dans les vagues précédentes du BPF persiste cependant pour juger du devenir de l'économie française dans le futur proche : deux Français sur trois (65%) se disent pessimistes, au lieu de quatre Français sur dix (75%) il est vrai en mars 2006.

Sur la base de ces trois éléments, un indice synthétique de niveau de pessimisme à l'égard de la situation de la France calculé à onze mois d'intervalle montre un apaisement des craintes collectives en février 2007. Il se traduit par un substantiel recul de la proportion des opinions les plus alarmistes (- 11 points) au profit des opinions les plus sereines qui gagnent 13 points par rapport à la vague 1 du baromètre.

¹ Terrain de l'enquête du 5 au 19 février 2007. Interrogation de 5239 personnes à partir de 7 échantillons régionaux représentatifs du corps électoral inscrit.

Tableau 1

L'évolution de l'indice de pessimisme
concernant la situation économique et sociale
de la France dans le BPF

Niveau de pessimisme	Vague 1 Mars 2006	Vague 4 Février 2007	Ecart sur 11 mois
Faible	23	36	+13
Moyen	47	45	-2
Elevé	30	19	-11
	<i>100%</i>	<i>100%</i>	<i>100%</i>

BPF vagues 1 et 4

Par contraste et confirmant les observations faites lors de la vague 3 du BPF², les Français se montrent toujours plus pessimistes pour juger de leur situation personnelle, surtout si on les interroge sur l'avenir. Sur le court terme, le risque de chômage concernant eux mêmes ou un membre de leur foyer est évoqué par plus de six Français sur dix (20% comme risque élevé ; 42% comme risque assez élevé). Par ailleurs, les trois quarts sont inquiets pour l'avenir de leurs retraites (36% « très » inquiets, 40% « assez » inquiets). Le niveau élevé d'inquiétude concerne plus de quatre actifs sur dix (42%) mais encore près d'un tiers de ceux qui sont déjà à la retraite (30%). Sur le plus long terme, les trois quarts des personnes interrogées jugent que leurs enfants vivront moins bien qu'eux (35% « beaucoup » moins bien ; 39% « un peu » moins bien).

Le tout façonne une représentation sombre de l'avenir exprimée dans un indice synthétique qui met en évidence l'intensité de cette inquiétude et son contraste avec le niveau moyen de pessimisme pour la France. Le niveau d'inquiétude élevé est dominant dans tous les segments de la population. Il concerne la majorité des plus jeunes (49% des moins de 25 ans) comme des plus âgés (51% des plus de 65 ans) et s'élève avec le niveau de diplôme des personnes interrogées pour concerner au moins un bachelier sur deux et culminer à 56% parmi les Français qui ont fait des études supérieures, c'est-à-dire parmi ceux qui font ou feront partie des dirigeants et des « forces vives » de la France de demain.

² Cf la note d'Elisabeth Dupoirier de la vague 3 du BPF « Le moral des Français et ses effets politiques »

Tableau 2

Pessimisme à l'égard de la France et inquiétude quant à l'avenir personnel

En février 2007

Niveau de pessimisme à l'égard de la situation de la France	Niveau d'inquiétude à l'égard de l'avenir personnel
Faible : 36%	Faible : 26%
Moyen : 45%	Moyen 31%
Elevé : 19%	Elevé 42%
100%	100%

2. Les poches de précarité de la société française active.

La question du pouvoir d'achat demeure toujours aussi centrale dans cette quatrième vague du baromètre : un Français sur deux déclare « *vivre difficilement avec les revenus de son foyer* ». Ces difficultés touchent autant les actifs que les inactifs, épargnent relativement les moins de 25 ans - qui vivent encore en majorité chez leurs parents - pour croître ensuite avec l'âge, culminer entre 35 et 49 ans (56%) et n'amorcer une décline -au demeurant légère - qu'après 65 ans (46%). La question du pouvoir d'achat concerne aussi toutes les catégories de salariés, à peine moins les fonctionnaires ou ceux en CDI - le plus à l'abri d'un accident d'emploi - que les salariés en contrat précaire (respectivement 48% et 54%).

La seule opposition nette se fait en fonction de la position professionnelle des foyers : d'un côté ceux appartenant aux catégories populaires dont au moins six sur dix se déclarent en difficulté (64% des employés, 59% des ouvriers), de l'autre les foyers de couches moyennes et supérieures dont au moins les deux tiers disent s'en sortir avec leurs revenus.

Tableau 3

Les difficultés de revenu des Français
selon leur profil sociologique

<i>Ensemble</i>	Déclarent avoir des difficultés de revenus (50%)	Déclarent avoir au moins un complément de revenu (public ou privé) (39%)	Déclarent recevoir une aide publique (28%)
Age :			
18-24 ans	38	77	29
25-34 ans	47	55	45
35-49 ans	56	45	39
50-64 ans	54	25	19
65 ans et plus	46	9	5
Actifs/inactifs :			
Actifs ayant un emploi	48	44	36
Inactifs	50	29	15
Chômeurs	71	66	51
Type de contrat de travail des actifs :			
Actifs en CDI ou fonctionnaires	48	42	35
Actifs en contrat précaire	54	58	41
Profession chef foyer :			
Ouvrier	59	43	34
Employé	64	43	33
Profession intermédiaire	38	32	20
Prof. Lib., cadres supérieurs	23	34	18
Petits com. et artisans	45	29	16
agriculteurs	58	42	35

Les difficultés de pouvoir d'achat d'une partie de la société française s'apprécient aussi au nombre de personnes interrogées qui déclarent avoir un complément de revenu régulier. Outre les aides publiques – prime pour l'emploi (18%) ; aides sociales (12%) ou RMI (2%) – les « petits boulots » (11%) et l'aide des familles (12%, essentiellement les plus jeunes) concerneraient au total 39% de la population, et les aides publiques en toucheraient plus du quart (28%). Ces dernières se trouvent dans l'ensemble plutôt ciblées sur les segments qui connaissent le plus de difficultés : chômeurs (51%), actifs au travail en contrats précaires (41%), personnes appartenant aux foyers populaires (33%) et les jeunes de 25-34 ans.

Mais les dissonances entre segments de population en difficulté et segments ayant des aides publiques existent, notamment en ce qui concerne les 35-50 ans et encore les 50-64 ans. Au

total, seules 44% des personnes se déclarant en difficulté ont un complément de revenu et seules un tiers d'entre elles reçoivent des aides publiques. Il existerait donc des « poches de précarité » au sein de la société française qui se diffusent parmi les actifs au travail, ces derniers ayant recours dans des proportions non négligeables à des compléments de revenu.

3. Trois inquiétudes sociales majeures passent avant la situation de l'emploi personnel.

Invités à désigner parmi sept propositions la question qui « *les touche le plus à titre personnel* », les Français mettent essentiellement en avant trois sujets de préoccupations : les débouchés professionnels de leurs enfants (28%), leur retraite (24%) et leur pouvoir d'achat (23%). A eux seuls, ces trois sujets rassemblent les trois quarts des inquiétudes exprimées par les Français. La situation de l'emploi personnel n'arrive ainsi qu'au quatrième rang des choix, avec un score inférieur de moitié à la préoccupation de revenu (12%) alors que l'emploi est désigné par ailleurs comme enjeu national majeur par 31% des Français (cf. point 1).

Tableau 4

La question la plus préoccupante à titre personnel

Parmi les questions suivantes laquelle vous touche le plus à titre à titre personnel

	Vague 4 Février 2007
• Les débouchés professionnels de vos enfants	28
• Votre retraite	24
• Votre pouvoir d'achat	23
• Votre situation d'emploi	12
• Le remboursement de vos frais médicaux	6
• Vos conditions de logement	4
• La prise en charge de vos parents âgés	3
TOTAL.....	100%

A l'exception des chômeurs, la question de l'emploi personnel est en fait plus spécialement ressentie comme celle de l'emploi des jeunes : choisie comme préoccupation principale immédiate par plus d'un tiers des principaux intéressés (34% des 18 -24 ans) mais aussi projetée dans l'avenir par leurs aînés qui se déclarent surtout préoccupés par les débouchés professionnels de leurs enfants.

Cette projection de l'inquiétude pour l'emploi sur la descendance prend des proportions particulièrement importantes parmi les segments de la population qui sont par ailleurs relativement mieux préservés des accidents d'emploi pour eux mêmes : les cadres supérieurs (34%) et moyens (30%), les actifs ayant aujourd'hui un travail (30%), les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée (34%). A laquelle s'ajoute la tranche d'âge des 35-49 ans parmi laquelle se recrute sans doute le plus grand nombre de parents concrètement confrontés aux choix de formation professionnelle de leurs enfants.

On peut lire dans la large diffusion sociale de cette vision pessimiste de l'avenir des enfants, l'intériorisation du sentiment de précarité des conditions de vie et de son installation durable comme nouvelle caractéristique de la société française de demain.

Il est intéressant de noter que ce ne sont pas forcément ceux dont on sait que les parcours sont les plus difficiles - les plus jeunes et les moins diplômés - qui expriment les plus grandes inquiétudes pour l'avenir. Tout se passe comme si une frange de la population – celle née après 1973, et parmi elle la moins diplômée - avait suffisamment intégré la nouvelle donne de précarité pour la considérer comme un donné, et envisager sa poursuite dans l'avenir avec moins d'inquiétude que ceux qui ont l'impression d'avoir plus à perdre par rapport à leur situation actuelle.

Tableau 5

Les principales questions qui touchent les Français
selon leur profil sociologique

	Les débouchés professionnels des enfants	La retraite	Le pouvoir d'achat	L'emploi	Autres
	28%	24%	23%	12%	13%
Age					
18-24 ans	10	13	21	34	22
25-34 ans	19	15	32	20	14
35-49 ans	40	16	24	12	8
50-64 ans	29	33	21	4	13
65 ans et plus	28	36	18	-	12
Profession du chef de ménage					
Agriculteur	22	33	21	7	17
Petits com. et art.	28	29	24	8	11
Prof lib. et cadre sup.	34	15	21	16	14
Prof. Intermédiaire	30	19	25	12	14
Employé	24	25	26	9	16
ouvrier	28	25	23	13	11
Actifs/inactifs					
Actif	30	21	27	11	11
Chômeurs	22	6	14	46	12
Inactifs	26	28	20	8	18
Type de contrat de travail					
Salarié en CDI	31	21	28	9	11
Salarié à contrat précaire	19	16	25	28	12
indépendant	32	25	25	7	11

Quant à la question dominante des revenus, elle s'exprime concurremment sous deux registres : celui de l'inquiétude pour le pouvoir d'achat très présente dans toutes les classes d'âge avant 50 ans, tout particulièrement parmi les 25-34 ans (32%) et les actifs ayant un travail (27%) ; le registre de l'inquiétude pour la retraite qui l'emporte dès 50 ans (33% des 50-64 ans et 36% des plus de 65 ans) et parmi les petits indépendants qui ont ou auront les pensions de retraite les plus modestes (33% des agriculteurs et 29% des artisans et commerçants).

La question des retraites - qui sera rapidement reposée par la nouvelle négociation prévue par la loi Fillon pour 2008 - constituera à l'évidence un moment délicat pour les politiques sociales de la nouvelle majorité présidentielle, quelle que soit sa composition politique. En effet, autant les Français sont aujourd'hui très largement acquis à l'idée d'un complément de retraite obtenu par l'épargne personnelle – 70% contre 30% d'hostiles – autant ils se montrent réticents à l'idée de l'allongement du temps de cotisations : 45% seulement sont « *prêts à travailler plus longtemps avant de prendre la retraite* » alors que 55% se déclarent « *pas prêts* ». Dès 35 ans l'acceptation majoritaire se mue en solide refus. Parmi les actifs, les salariés en CDI refusent l'allongement des cotisations (57%), les salariés précaires se divisent également entre « *prêts* » et « *pas prêts* » et seuls les actifs indépendants - qui travaillent déjà souvent au-delà de 60 ans - sont prêts à 55% à poursuivre leurs efforts. Parmi les catégories de salariés, ce sont les professions intermédiaires (avec parmi elles un grand nombre d'enseignants) et les ouvriers qui se montrent le plus massivement sur la défensive : respectivement 59% et 60% ne sont « *pas prêts* ». On peut y voir le reflet de la volonté de préserver les « acquis sociaux » sur le temps de travail et la retraite à 60 ans, mais aussi une réticence à prolonger une expérience du travail qui s'avère de plus en plus pénible, le temps de travail ayant souvent diminué au profit d'une intensification du travail.

Tableau 6

Le financement des retraites de demain selon les Français en activité

En pensant à votre propre retraite, pouvez-vous me dire si vous êtes personnellement prêt ou pas à...

	Prêt	Pas prêt
• Epargner vous-même pour compléter le montant de votre retraite	70%	30%
• Travailler plus longtemps avant de prendre votre retraite	45%	55%

4. Les Français doutent, en partie, de la prise en charge politique de leurs préoccupations personnelles.

Invitées à nommer spontanément le candidat à qui elles font le plus confiance pour améliorer leur situation personnelle, environ six personnes interrogées sur dix nomment les deux principaux challengers : Nicolas Sarkozy reçoit un tiers des citations devant Ségolène

Royal citée par un quart. La troisième réponse la plus fréquente est : « aucun candidat » (18%), premier indice des doutes que formule une partie des Français sur la prise en charge politique de leurs préoccupations personnelles.

Tableau 7

Et en ce qui concerne la question qui vous touche le plus à titre personnel, à quel candidat à l'élection présidentielle faites-vous le plus confiance pour améliorer votre situation ? Et quel est celui qui risque le plus d'aggraver la situation ?
(Question ouverte – réponses non suggérées)

•	% de confiance	% de défiance
• Nicolas Sarkozy	33	28
• Ségolène Royal	25	21
• François Bayrou	9	1
• Jean-Marie Le Pen	3	22
• Olivier Besancenot	2	6
• Marie-George Buffet	2	2
• Arlette Laguiller	1	2
• José Bové	1	2
• Philippe de Villiers	1	1
• Aucun	18	-
• Ne sait pas	5	12

Quant au « troisième homme » - François Bayrou - ainsi nommé par les médias, on voit qu'il est très rarement évoqué spontanément par les personnes interrogées comme porteur de remèdes à leurs préoccupations sociales (9%), pas plus d'ailleurs qu'il ne provoque leur méfiance...

Plus précisément lorsqu'on examine selon les domaines de préoccupations personnelles la confiance dont bénéficient les 4 principaux candidats qui, par ailleurs, rassemblent au total 70% des intentions de vote dans cette vague 4 du baromètre, on voit que la proportion de Français qui doutent de la prise en charge de leur préoccupation par l'un des 4 principaux candidats n'est pas négligeable : 36% en ce qui concerne les débouchés professionnels des enfants, enjeu le plus souvent cité ; 32% en ce qui concerne la question des retraites qui sera

un des dossiers politiques incontournables de l'après 2007. Tout se passe comme si pour les personnes interrogées, les réformes menées par le passé n'étaient pas parvenues à améliorer leur situation personnelle, voire avaient contribué à l'aggraver : le candidat de la majorité sortante UMP est en effet celui qui inspire le plus de confiance mais qui provoque aussi le plus de défiance.

Tableau 8

Les domaines de préoccupations personnelles et la confiance dans les principaux candidats

La personnalité à qui vous faites le plus confiance...	La question qui vous touche le plus à titre personnel						
	Les débouchés professionnels de vos enfants	Votre retraite	Votre pouvoir d'achat	Votre situation d'emploi	Le remboursement de vos frais médicaux	Vos conditions de logement	La prise en charge de vos parents âgés
Score dans l'ensemble de l'échantillon	(28%)	(24%)	(23%)	(12%)	(6%)	(4%)	(3%)
Candidat spontanément cité							
• Nicolas Sarkozy	34 (*)	36	32	33	31	28	22
• Ségolène Royal	26	21	22	30	27	30	25
• François Bayrou	11	8	11	8	7	7	12
• Jean-Marie Le Pen	2	3	4	3	1	2	-
• Autres candidats	16	16	21	17	16	24	28
• Ne sait pas	11	16	10	9	18	9	13
• Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Parmi les quatre candidats retenus comme les plus souvent cités, Nicolas Sarkozy devance les trois autres pour chacun des principaux enjeux privés des Français : les débouchés professionnels des enfants, les retraites et le pouvoir d'achat. Son avance est en revanche moins nette sur Ségolène Royal en ce qui concerne le traitement de l'emploi (3 points d'avance). Pour les autres enjeux, la candidate du PS talonne le candidat de l'UMP, voire le dépasse en ce qui concerne la question du logement et le dossier de la dépendance des personnes âgées. Mais sur tous ces dossiers sociaux qui touchent personnellement peu ou prou les Français, le candidat de l'UDF et celui du FN ne sont cités que par de faibles minorités, bien en deçà de leurs potentiels d'électeurs déclarés dans l'enquête.

Pour conclure, deux paradoxes sont apparus.

Le premier paradoxe tient au contraste entre l'apaisement des craintes des Français concernant l'état de la France et la persistance du pessimisme pour juger de leur situation personnelle et de leur avenir. En matière sociale, tout semble se passer comme si les Français redoutaient que les hommes et les femmes politiques, quelque soit leur bord, ne puissent apporter des remèdes à la situation collective qu'en les obligeant à de lourds sacrifices personnels : la défiance à l'égard de l'allongement des cotisations pour la retraite malgré la grande inquiétude manifestée pour ce dossier social illustre ce paradoxe.

Le second paradoxe est l'opposition entre le faible niveau de la confiance manifestée envers les principaux candidats pour traiter des dossiers sociaux et le positionnement de campagne de ces mêmes candidats inlassablement attentifs à écouter les problèmes personnels des électeurs lors de leurs déplacements et de leur participation aux émissions politiques qui donnent la parole « aux citoyens ordinaires ». Les candidats sont bien allés vers électeurs mais ils ne les ont pas rencontré.